

FLASH



CREP: un tier peut assister à l'entretien ! vendredi 19 décembre 2025

La CGT du ministère des armées vous informe de l'évolution des entretiens d'évaluation professionnelle des fonctionnaires. La décision de la Cour administrative d'appel de Bordeaux du 30 octobre 2025 précise : un fonctionnaire contestait son CREP car un adjoint du supérieur hiérarchique était présent à l'entretien.

Les juges ont estimé que « **la présence d'un tiers en qualité de simple observateur ne vicie pas la procédure lorsqu'il existe une situation conflictuelle entre le fonctionnaire et son supérieur** ».

Cette décision donne une base juridique pour exiger la présence d'un représentant (observateur) lors d'un entretien professionnel, sans craindre automatiquement l'annulation du CREP.

Pour la CGT, c'est un levier pour renforcer la protection des agents, notamment dans des situations de tension hiérarchique ou de suspicion de partialité.

